



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 02/12/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **DUMAREY POWERGLIDE (Ex GM)**

81 rue de la Rochelle  
BP33  
67000 Strasbourg

Code AIOT : 0006700463

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2025 dans l'établissement DUMAREY POWERGLIDE (Ex GM), implanté 81 rue de la Rochelle BP33 67000 Strasbourg. L'inspection a été annoncée le 09/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de la baisse des activités de l'industrie, déclarée dans le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 28/01/2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUMAREY POWERGLIDE (Ex GM)
- 81 rue de la Rochelle BP33 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700463
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement a démarré ses activités de fabrication de transmissions automatiques en 1967. Aujourd'hui, l'entreprise s'est orientée vers l'activité de production de composants de réducteurs pour les véhicules électriques. Ces activités sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 07/10/2003.

Les parties du site visitées correspondent aux halls de fabrication dénommés S1A et S1C.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modification – rubrique 4735-1a	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Sans objet
2	Modification – rubrique 2560-1	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Sans objet
3	Modification – rubrique 2563-1	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Sans objet
4	Modification – rubrique 2565-2a	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Sans objet
5	Modification – rubrique 2561	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Sans objet
6	Modification – rubrique 4725-2	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a révélé aucune non-conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Modification – rubrique 4735-1a

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité temporaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Le porter à connaissance transmis le 28/01/2025 par l'exploitant mentionne l'arrêt et l'inertage des installations de stockage d'ammoniac depuis décembre 2024. Le jour de l'inspection, la pièce dédiée à ces installations ne contenait plus de réservoir. L'exploitant a indiqué que les tuyauteries ont été inertées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 2 : Modification – rubrique 2560-1

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité temporaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements,

installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Le porter à connaissance transmis le 28/01/2025 par l'exploitant mentionne une diminution de puissance des machines concourant au fonctionnement du travail mécanique des métaux de 35 000 kW à 6 000 kW. L'exploitant déclare qu'actuellement les machines d'usinage en fonctionnement utilisent bien une puissance de l'ordre de grandeur de 6 MW. D'autres machines sont toujours présentes mais ne sont pas utilisées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 3 : Modification – rubrique 2563-1**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité temporaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b>  Le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 28/01/2025 mentionne une diminution des volumes de produits nécessaires aux machines à laver concourant au fonctionnement de l'installation de nettoyage-dégraissage de surface de 118 600 litres à 26 860 litres. L'exploitant déclare qu'actuellement seules 6 à 8 machines sont en activité sur 80 auparavant. Celles-ci sont toujours présentes sur site. Sur une vingtaine de machines à laver vues lors de l'inspection, la totalité des bacs était vide.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

**N° 4 : Modification – rubrique 2565-2a**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46
<b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité temporaire
<b>Prescription contrôlée :</b>  II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation, avec tous les éléments d'appréciation.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 28/01/2025 mentionne une diminution du volume de liquide des ébavureuses concourant au fonctionnement de l'installation de traitement de surface de 17 800 litres à 2 225 litres, soit une diminution de 8 à 1 ébavureuse.</p> <p>L'exploitant déclare qu'actuellement plus aucune ébavureuse n'est en activité. Cependant, ces machines demeurent en place, en attente d'un éventuel projet non encore défini. Celles-ci ont été mises à l'arrêt et les réservoirs vidés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

**N° 5 : Modification – rubrique 2561**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46</p>
<p><b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité temporaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 28/01/2025 mentionne l'arrêt des équipements de trempe par induction depuis fin février 2025.</p> <p>Les deux machines correspondantes sont effectivement à l'arrêt. Cependant, leurs bacs de trempe (contenant 90% d'eau et 10% d'huile) n'ont pas encore été vidés. Ces derniers disposent toutefois d'un bac de rétention adéquat.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>

**N° 6 : Modification – rubrique 4725-2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46</p>
<p><b>Thèmes :</b> Situation administrative, Cessation d'activité temporaire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le porter à connaissance transmis par l'exploitant le 28/01/2025 mentionne la vidange de l'installation de stockage d'oxygène depuis décembre 2024.</p> <p>Le jour de l'inspection, le manomètre de la cuve de cette installation indique bien une pression nulle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suites</p>